

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir intervenir dans le débat. Il est amusant de voir les ministériels essayer de tirer avantage de la déclaration que le député de York-Simcoe (M. Stevens) a, à regret, faite au moment où le ministre a présenté la mesure législative. En fait, cette mesure est bien pire que ne le pensaient d'abord le député de York-Simcoe, les autres députés et même le ministre. Au moment où il l'a présenté, le ministre n'a pas saisi qu'elle allait s'appliquer à des journaux de l'Ouest du Canada, qui ont une certaine importance pour les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Towers: Il est bien regrettable que des ministres ne saisissent pas tous les défauts d'une mesure législative, lorsqu'ils l'a présentent. Au cours du débat, les lacunes sont mises en évidence. A ce moment, cependant, ils ne veulent plus changer de position.

Il est amusant de suivre la manœuvre effectuée du côté gouvernemental. Cet après-midi, le député de St. Paul's (M. Roberts) essayait de sauver la face. Vendredi, le député de Cochrane (M. Stewart) critiquait le bill de façon ouverte et honnête. Le député de St. Paul's a affirmé qu'il n'y avait pas division, que la résolution du parti était sans faille.

La plupart des députés, j'en suis persuadé, ont reçu de tous les coins du pays des lettres traitant de ce bill. En voici une que j'aimerais consigner au hansard.

● (2150)

Je vous remercie de m'avoir écrit pour me communiquer votre réaction à la suite de la déclaration du Secrétaire d'État, l'honorable J. Hugh Faulkner, dans laquelle il annonçait son intention d'abroger l'article 19(2) de la Loi de l'impôt sur le revenu et, par le fait même, ses conséquences sur le *Reader's Digest*.

Je me suis opposé ouvertement à cette mesure, car elle est discriminatoire et injuste: c'est une menace à la vie d'une société de premier ordre ayant le statut d'immigrant reçu depuis plus de trente ans. Non seulement *Reader's Digest* a-t-elle fourni des emplois à bien des auteurs Canadiens au sein d'une petite industrie, celle de l'édition de magazines, mais plus que toute autre revue publiée au Canada, elle a présenté chaque mois des nouvelles et diverses facettes (fruits de nombreuses recherches et de mûres réflexions) de toutes les parties du Canada, contribuant ainsi à les rapprocher davantage.

Je ne cesserai pas de lutter contre la mesure proposée lorsqu'elle sera présentée à la Chambre des Communes et, le cas échéant, au comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

L'auteur de la lettre poursuit:

Certaines personnes—mal renseignées dans certains cas, ou de façon délibérée dans d'autres—ont essayé de convaincre le public que *Reader's Digest* recevait des subventions du gouvernement. C'est faux. Il s'agit tout simplement d'accorder la liberté de choisir ses commanditaires au Canada pour vendre son produit.

De toute évidence, s'ils sont sanctionnés parce qu'ils veulent faire de la publicité dans le périodique de leur choix, ils ne se tourneront pas nécessairement vers un moyen de communication; beaucoup d'entre eux pourront envoyer cette publicité à l'extérieur à *Digest*, É.-U. ou à des journaux, à la télévision, à *Maclean's* et *Châtelaine* qui sont déjà surchargés de publicité par rapport aux nouvelles et aux articles de fond.

J'estime également qu'en tant que citoyens, nous avons le droit de choisir le périodique que nous voulons. J'apprécie le fait que *Reader's Digest* fournit aux Canadiens non seulement une bonne proportion d'articles sur le Canada, mais également des articles d'intérêt universel et international.

Pour la même raison, je préfère également le *Time* à *Newsweek*, au *U.S. News and World Report*; le *Time* fournit de bons exposés, concis, objectifs sur la vie internationale ainsi que des articles d'intérêt canadien, bien écrits, profonds et denses.

Personnellement, en tant qu'écrivain, je crains que cette mesure ne ferme ce débouché aux écrivains, et aux travailleurs connexes, particulièrement aux débutants dans ce domaine. La suppression de l'édition

Périodiques non canadiens

canadienne du *Reader's Digest* supprimera des emplois à Vancouver et à Montréal, elle entraînera la perte de 5.2 millions de traitements aux 450 employés canadiens (y compris \$700,000 d'avantages sociaux et \$600,000 au titre du partage des bénéfices); 22 millions de commerce avec les fournisseurs canadiens; 1.6 million en taxes; 3 millions en courrier de première classe (sans compter la distribution même du périodique). Cette société a au Canada 8 millions d'investissements en bureaux, presses et autres équipements.

Malheureusement, un petit groupe de pression qui se présente comme un comité pour l'indépendance du Canada, et qui a des intérêts dans l'industrie de l'édition recourt à ce moyen pour éliminer la concurrence. Sans cette concurrence et sans la qualité de cette publication, certains éditeurs de périodiques végèteront dans leur médiocrité et, peut-être, tomberont encore plus bas. Le comité pour l'indépendance du Canada a débuté avec des objectifs apparemment excellents; toutefois, ils ont été déformés, ils sont maintenant plus anti-américains que nationalistes. En tout cas, je pense que le nationalisme culturel est une réaction stupide, qu'il dénote un manque de maturité en ce dernier quart du 20^e siècle, alors que le monde où nous vivons n'est plus qu'un gros village.

Je m'oppose et continuerai de m'opposer à toutes tentatives visant à mettre fin à l'édition canadienne du *Reader's Digest* et aux responsabilités publiques qu'elle assume.

Monsieur l'Orateur, la lettre porte la signature de «Simma Holt, député de Vancouver Kingsway».

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Vraiment, Simma!

M. Towers: Si le député de Windsor-Walkerville (M. MacGuigan) veut s'instruire, il n'est pas obligé de se tourner vers le député de Calgary-Nord (M. Woolliams); il n'a qu'à regarder derrière lui pour apprendre. J'espère que la représentante de Vancouver-Kingsway aura l'occasion d'exprimer son opinion ici.

Examinons les déclarations suivantes qui ont été faites à la Chambre:

Cela n'a pas été facile pour le gouvernement de décider de présenter le bill actuel—je suis porté à croire que bon nombre de ministres étaient absents lorsque cette décision fut prise... Il y a pas mal de députés de notre parti qui n'approuvent pas le bill... Le ministre l'a présenté à la déroboe.

Ce ne sont pas les paroles d'un chroniqueur, ce ne sont pas celles d'un représentant de l'*Advocate* de Red Deer, du *Reader's Digest* ou du *Time*, ce ne sont pas non plus celles du conseiller juridique de ces publications. Ce ne sont pas les paroles d'un député de l'opposition, mais plutôt celles d'un représentant élu du peuple du Canada, membre du parti ministériel. Je me sens obligé de lui rendre hommage pour le courage dont il a fait preuve en se risquant à parler ainsi carrément, sans crainte des conséquences, surtout lorsqu'il voit un ministre commettre ce qu'il estime être une erreur.

J'espère que les autres ministériels oseront exprimer leur opposition, malgré l'assurance du ministre que le projet de loi serait adopté. Étant donné les propos du député de Cochrane, je me demande si cette mesure à l'appui unanime du cabinet.

Il m'est difficile de comprendre comment nous pouvons examiner une mesure comme celle-là, alors que l'économie du pays est dans une situation aussi critique. Pourquoi ne pas examiner des mesures visant à résoudre quelques-uns de nos différends ouvriers? Pourquoi ne pas examiner quelques-unes des nombreuses difficultés relatives à notre service postal, où se succèdent tant de situations désastreuses? La mesure à l'étude est une sorte de camouflage sur lequel la majorité des Canadiens ne sont pas d'accord. Même ceux qui ne s'intéressent pas aux publications dont il s'agit ici n'approuvent pas des restrictions de ce genre en ce qui concerne notre économie et notre liberté de pensée.